

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Birmanie / Myanmar > Mouvements sociaux, syndicalisme (Birmanie / Myanmar) > **Les syndicats demandent à l'UE le retrait immédiat du Myanmar du SPG en (...)**

Les syndicats demandent à l'UE le retrait immédiat du Myanmar du SPG en raison des violations des droits de l'homme et du travail

mercredi 27 octobre 2021, par [IndustriAll Global Union](#) (Date de rédaction antérieure : 26 octobre 2021).

IndustriALL Global Union et industriAll Europe revendiquent une action urgente de l'UE en réponse aux terribles violations des droits de l'homme dont sont victimes les travailleurs et travailleuses, les défenseurs des droits de l'homme et les syndicalistes au Myanmar. Les syndicats insistent pour que l'UE révoque immédiatement les préférences commerciales accordées au Myanmar dans le cadre de l'accord "Tout sauf les armes" (TSA) de l'UE.

Aujourd'hui, industriAll Europe et IndustriALL Global Union, au nom des syndicats du monde entier, ont contacté la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil européen, leur demandant de retirer immédiatement les préférences commerciales accordées au Myanmar dans le cadre de l'initiative TSA de l'UE.

Kemal Özkan, Secrétaire général adjoint d'IndustriALL, a déclaré :

"Ce qui se passe au Myanmar depuis le coup d'État militaire constitue une tache dans l'histoire de l'humanité. Tuer des innocents, les torturer ou les mettre en prison sont des actions brutales menées contre l'humanité. Nous avons tous la responsabilité de lutter contre ce phénomène et l'Europe a une responsabilité particulière. L'UE accorde le SPG (Système des préférences généralisées) aux pays en développement vulnérables pour les aider à réduire la pauvreté et à créer des emplois sur base des valeurs et des principes internationaux, notamment les droits du travail et les droits de l'homme. Nous demandons à l'UE de faire le nécessaire pour mettre fin à ce massacre."

Les travailleurs et travailleuses du Myanmar vivent sous la menace constante d'arrestations, de violences et même de torture sous la junte militaire. Les syndicats du Myanmar appellent à des sanctions économiques sévères contre le régime actuel, antidémocratique et violent.

Depuis le coup d'État du 1^{er} février 2021, la junte militaire du Myanmar fait régner la terreur, ciblant les travailleurs et les zones industrialisées. Les syndicalistes ainsi que les travailleurs et travailleuses qui tentent d'exprimer leurs préoccupations légitimes par le biais de manifestations ont été traqués par les militaires et de nombreux dirigeants syndicaux ont été contraints de se cacher, plusieurs d'entre eux ont été arrêtés et beaucoup ont vu leur passeport invalidé.

C'est un fait établi qu'environ 300.000 travailleurs et travailleuses ont déjà été licenciés pour avoir rejoint le Mouvement de désobéissance civile (MDC). Les restrictions des libertés civiles sont clairement visibles.

Le système des préférences généralisées (SPG) de l'UE, dont le principe TSA est un exemple, est présenté par la Commission européenne comme un moyen d'utiliser le commerce de l'UE pour créer

des emplois dans les pays en développement. Les syndicats soutiennent les objectifs généraux du SPG, notamment celui d'améliorer les droits syndicaux et les conditions de travail des habitants de certains des pays les plus pauvres du monde.

Toutefois, les syndicats insistent sur le fait que les sanctions doivent également être utilisées à la lumière des terribles violations des droits de l'homme et du travail pour que le SPG ait un réel impact.

Les deux organisations, la CTUM et l'IWFM, soutiennent l'appel conjoint du mouvement syndical du Myanmar lancé aux entreprises multinationales pour qu'elles se désengagent du Myanmar, tout en s'assurant qu'elles traitent leur main-d'œuvre de manière responsable lors de l'exécution des commandes.

Judith Kirton-Darling, Secrétaire générale adjointe d'industriAll Europe, a déclaré :

“Il ne fait aucun doute que l'actuelle dictature militaire au Myanmar malmène ses citoyens et viole leurs droits humains fondamentaux ainsi qu'un grand nombre de conventions de l'OIT. Le système des préférences généralisées de l'UE est censé garantir que les travailleurs et travailleuses évoluent dans des conditions sûres et que leurs droits sont respectés. Rien n'est moins vrai au Myanmar et nous revendiquons que l'UE révoque de toute urgence les dispositions TSA pour le Myanmar, conformément aux revendications des travailleurs et travailleuses du pays.”

IndustriALL Global Union

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

IndustriALL Global Union

<http://www.industriall-union.org/fr/les-syndicats-demandent-a-lue-le-retrait-immediat-du-myanmar-d-u-spg-en-raison-des-violations-des>